

L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

FICHE
N° 3

1. LA PARTICIPATION DES PARENTS À LA PRISE EN CHARGE DE LEUR(S) ENFANT(S) CONFIE(S)

A- Qu'est-ce-que la participation des parents à la prise en charge de leur(s) enfant(s) confié(s) ?

Les parents ont l'obligation d'assumer, en fonction de leurs possibilités, l'entretien et l'éducation de leur enfant, y compris lorsque l'enfant est pris en charge à l'extérieur du domicile.

Lorsque le mineur fait l'objet d'un placement hors domicile auprès de l'aide sociale à l'enfance et afin de maintenir la prise en compte des responsabilités des détenteurs de l'autorité parentale dans la prise en charge de leur enfant, le service détermine avec la famille les besoins dont les parents devront s'acquitter au titre de leur participation. Cette participation se cumule avec la part des allocations familiales auxquelles l'enfant ouvre droit qui est, sous réserve de décision judiciaire contraire, versée à l'aide sociale à l'enfance.

Références

Code de l'action sociale et des familles (CASF)
Art. L228-1, 228-2

Code civil (CC) Art. 375-8

Code de la sécurité sociale (CSS) Art. L521-2

B- Qui est concerné ?

Les détenteurs de l'autorité parentale.

C- Mise en œuvre

Dès l'admission de l'enfant à l'Aide sociale à l'enfance, une évaluation des besoins matériels de l'enfant sur son lieu de vie intervient.

Cette évaluation prend en compte la nature des besoins auxquels il faut répondre, le coût des

prises en charge ou des moyens à mettre en œuvre pour répondre à ces besoins, les ressources parentales, (justificatifs à transmettre : ressources et charges).

Au regard des besoins matériels identifiés de l'enfant et des ressources parentales, il est déterminé, pour chacun d'eux (lorsqu'ils vivent séparés), les besoins qui seront à couvrir par les parents.

D- Procédure

Une proposition de participation émane du référent suite à évaluation de la situation. Celle-ci porte sur l'engagement des parents, les besoins de l'enfant en fonction de son âge, de ses besoins identifiés au préalable, des capacités contributives des parents.

2. L'OBLIGATION ALIMENTAIRE LIÉE AUX FRAIS D'HÉBERGEMENT D'UNE PERSONNE ÂGÉE

A- Qu'est-ce-que l'Obligation alimentaire liée aux frais d'hébergement d'une personne âgée ?

La solidarité familiale prévaut sur la solidarité collective. Ainsi, l'aide sociale intervient dès lors que les ressources du demandeur et les participations de ses éventuels obligés alimentaires ne suffisent à couvrir les frais d'hébergement (cf. annexe « barème de calcul de l'obligation alimentaire liée aux frais d'hébergement d'une personne âgée »).

B- Qui est concerné ?

- Les ascendants.
- Le conjoint (tenu au devoir de secours et d'assistance), le concubin ou le partenaire de Pacs.
- Les enfants, gendres et belles-filles.

L'OBLIGATION ALIMENTAIRE

FICHE
N° 3

- Les petits-enfants.

C- Mise en œuvre

Tous les obligés alimentaires doivent se soumettre à l'instruction du Département et renvoyer leur dossier complet à la Maison départementale de l'Autonomie, quelles que soient leurs ressources. Le Département se réserve la possibilité de faire appel aux services fiscaux en cas de non réponse.

Le montant global proposé est déterminé pour une durée de 5 ans correspondant à la période d'admission à l'aide sociale. Les obligés alimentaires ont la possibilité de s'entendre sur une répartition amiable dès lors que le montant global retenu dans la décision n'est pas modifié.

Le Département récupère trimestriellement le montant de l'obligation alimentaire.

D- Recours et révision

Les montants peuvent être contestés dans le délai de 2 mois à compter de leur notification. Tout changement dans la situation de l'obligé alimentaire doit être signalé au Conseil départemental même après notification de la décision.

E- Saisine du Juge aux affaires familiales (JAF)

Le Département, le demandeur ou son représentant légal ainsi que les obligés alimentaires ont la possibilité de saisir le JAF pour fixer la participation individuelle de chacun. Le JAF est seul compétent pour réviser une participation qu'il a lui-même fixée.

Conformément à l'article 207 du Code civil, quand le demandeur a manqué gravement à ses obligations envers ses enfants, le JAF peut décharger ceux-ci de tout ou partie de la dette alimentaire.

Les enfants qui ont été retirés du milieu familial par décision judiciaire pendant une période d'au moins trente-six mois cumulés au cours des douze premières années de leur vie, sont exonérés de droit. Cette dispense s'étend à leurs propres enfants.

3. OÙ SE RENSEIGNER ?

Pour les enfants confiés : Les Maisons du Département.

Pour les personnes âgées : La Maison de l'Autonomie.

4. À CONSULTER SUR www.loiret.fr

Le formulaire « votre obligation alimentaire ».

La liste des coordonnées des obligés alimentaires.